

La vie de Bahey eldin Hassan est menacée

122 personnalités arabes et internationales dont des anciens candidats à la présidence de la République Française, des anciens ministres, des militants politiques syndicaux et associatifs connus internationalement et 22 organisations et associations de défense des droits de l'homme demandent au Président Sissi d'exiger des services de sécurité la fin des menaces de mort à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme en Égypte, en Europe et aux USA.

Déclaration commune

Nous, organisations et associations de défense des droits de l'Homme et personnalités soussignées, condamnons fermement les menaces de mort et les incitations à la violence récurrentes proférées à l'encontre du défenseur des droits de l'homme Bahey eldin Hassan, directeur de l'Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS). Nous demandons que le Président Abdel Fattah al-Sissi exige des services de sécurité et des médias qui leur sont affiliés qu'ils cessent de prendre pour cible les défenseurs des droits de l'homme égyptiens et qu'ils cessent de les menacer de mort en Égypte et dans le monde.

Les incitations au meurtre et à la violence à l'encontre de ces défenseurs des droits de l'homme relayées par les plateformes médiatiques détenues et gérées par l'appareil sécuritaire ou par le cabinet du Président lui-même doivent cesser immédiatement.

Nashaat al-Dihi, le président de la chaîne *Channel Ten* et le présentateur de l'émission « Papier et stylo » a explicitement encouragé le meurtre de Bahey eldin Hassan en déclarant qu'il faudrait « s'en occuper comme de l'espion russe », en référence à l'usage d'un agent neuroplégique à l'encontre du ressortissant russe Sergei Skripal et de sa fille au Royaume-Uni. Al-Dihi a prononcé cette menace lors de son émission du 21 mars 2018, en accusant Hassan d'espionnage, de collaboration et de trahison pour sa contribution à un mémo signé par sept organisations de défense des droits de l'homme, dont le CIHRS, adressé au Secrétaire général de l'ONU, au sujet de la dégradation de la situation des droits de l'homme en Égypte. *Channel Ten* a posté cette partie de l'émission sur sa chaîne YouTube officielle, en lui donnant un titre ouvertement incitateur : « Bahey eldin Hassan est un espion et il faut s'occuper de lui de la même manière que l'espion russe ». Par le passé, le directeur de *Channel Ten* avait demandé que la nationalité égyptienne soit retirée à Hassan.

Ce n'est pas la première fois que des menaces de morts sont proférées dans les médias à l'encontre d'Hassan. Le 25 mai 2017, il a été menacé par le député égyptien Mustafa Bakri, un proche des services de sécurité et un membre du bloc parlementaire pro-Sissi *Pour l'amour de l'Égypte*. Lors de son émission « Faits et secrets » diffusée par la chaîne satellite Sada al-Balad, Bakri a listé les noms des participants à un meeting de coordination sur la

situation des droits de l'Homme en Égypte, organisé à Rome par le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme. Bakri a ensuite appelé le gouvernement égyptien à emprisonner dès leur retour les participants qui reviendraient en Égypte. Quant aux participants vivant à l'étranger, parmi lesquels se trouve Bahey eldin Hassan, Bakri a estimé « qu'ils devraient être ramenés de l'étranger dans des cercueils », ce qui constitue une incitation explicite au meurtre. Bakri a d'ailleurs ajouté « c'est déjà arrivé », en suggérant que les services de sécurité égyptiens planifient et exécutent de tels actes. Le fait que les services de sécurité n'aient pas commenté les paroles de Bakri pourrait passer pour une confirmation.

Hassan a quitté l'Égypte il y a quatre ans après avoir reçu une menace de mort immédiatement après que l'entrée en fonction du Président Sissi en Juin 2014. À partir de cette date, Hassan et d'autres défenseurs des droits de l'Homme ont reçu régulièrement des menaces directes et indirectes, en réaction à leur rôle dans la mise en lumière des crimes commis par le gouvernement du Président Sissi et ses atteintes à la sécurité et aux droits des citoyens égyptiens.

Nous, organisations, associations et personnalités soussignées, condamnons en outre la complicité des forces de l'ordre en Égypte, qui n'hésitent pas emprisonnent des activistes, des journalistes et des politiciens pour plusieurs années, tout en ignorant les incitations publiques au meurtre de défenseurs des droits de l'Homme.

Nous considérons que le gouvernement égyptien est responsable de la sécurité de Bahey eldin Hassan et de la protection de sa vie, ainsi que de la vie des autres défenseurs des droits de l'Homme égyptiens. Les dernières incitations au meurtre et à la violence de la part des médias affiliés à l'appareil sécuritaire donnent le feu vert à l'exécution des menaces de mort contre Hassan. Nous demandons donc instamment aux États dans lesquels Hassan réside et voyage pour son travail de défense des droits de l'homme de s'assurer que de tels crimes ne seront pas perpétrés sur leurs territoires.

Liste des personnalités signataires de la pétition :

1. Ahmed Aassid, OADL, Maroc
2. Fouad Abdelmoumni, militant des droits humains, Maroc
3. Hichem Abdessamad, historien, traducteur, Tunisie
4. Khaled Abichou, responsable formation, Paris
5. Abderrahim Afarki, bibliothécaire, Paris
6. Hafedh Affes, enseignant
7. Ayad Ahram, défenseur des droits de l'Homme
8. Mourad Allal, directeur de centre de formation, France
9. Tewfik Allal, militant associatif
10. Abdelkader Azriah, président de la Fondation SAFI - Maroc
11. Mohamed Bazza, président IDD, France
12. Fathi Bel Haj Yahya, écrivain, Tunisie
13. Souhayr Belhassen, présidente d'honneur de la FIDH
14. Ali Ben Ameer, universitaire, France
15. Hédia Ben Ameer, citoyenne franco-tunisienne
16. Raymond Benhaïm, économiste - Maroc
17. Abdelwaheb Ben Hamida, enseignant-chercheur, France
18. Monia Ben Jemaï, universitaire, militante féministe, ancienne présidente de l'ATFD, Tunisie
19. Mohammed Bensaïd, médecin, France
20. Zeineb Ben Saïd-Cherni, professeure émérite de philosophie, militante politique, Tunisie
21. Olivier Besancenot, ancien candidat à l'élection présidentielle, France

22. Sophie Bessis, historienne
23. Mohamed Bhar, musicien, France
24. Roland Biache, directeur de Solidarité laïque, France
25. Taoufik Bouderbela, président du comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CSDHFLF)
26. Larbi Bouguerra, membre de l'Académie tunisienne Bayt al-Hikma
27. Alima Boumedienne-Thierry, avocate, France
28. Frédéric Brun, revue « Multitudes », France
29. Nadia Chaabane, ancienne députée à l'ANC (Assemblée nationale constituante), Tunisie
30. Leila Chafai, journaliste et écrivaine, Maroc
31. Khémaïes Chammari, ancien ambassadeur de Tunisie en France, militant des droits humains
32. Taoufik Chammari, président du R'NAC
33. Moujir Charfi, journaliste, Tunisie
34. Jamel Chargui, médecin, France
35. Gabriel Chel, informaticien retraité, France
36. Hédi Chenchabi, militant associatif, France
37. Mouhieddine Cherbib, militant des droits humains
38. Khadija Chérif, sociologue, militante féministe, Tunisie
39. Alya Chérif-Chammari, avocate à la cour de cassation, Tunisie
40. Annick Coupé, secrétaire générale d'ATTAC, France
41. Sara Daniel, journaliste, France
42. Mohamed Damak, militant associatif et politique
43. Bernard Dreano président du Cédetim, France
44. Mohsen Dridi, blogueur, militant associatif – France
45. Hélène Dupont, Toulouse
46. Chafik Elghoul, enseignant, La Réunion
47. Fethi Elhajali, ex-président du CVDT, Belgique
48. Driss ElKherchi, président de l'ATMF
49. Ahmed El-Haji, président de l'AMDH, Maroc
50. Mohamed-Lakhdhar Ellala, président de l'ATF, France
51. Jacques Fath, militant politique, France
52. Frej Fenniche, OHCHR, ex-directeur pour l'Asie, le Pacifique, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord
53. Mohammed-Chérif Ferjani, professeur émérite Lyon-II
54. Abdelouaheb Fersaoui, président du RAJ, Algérie
55. Jacques Gaillot, évêque, France
56. Pierre Galland, ancien sénateur - Belgique
57. Saloua Guiga, professeure retraitée, Tunisie
58. Kadhim A. Habib, Irak
59. Maher Hanine, enseignant, Tunisie
60. Abdallah Hammoudi, anthropologue, Maroc
61. Mohamed Hamrouni, président du MCTF, France
62. Mohammed Harbi, historien - Algérie
63. Abderrahmane Hedhili, ex-président du FTDES, Tunisie
64. Hédi Houaïchia, enseignant, militant associatif, Lille
65. Ali Mohamed Ibrahim, Secrétaire Général de l'organisation DIS-MOI Droits Humaine Océan Indien, Antenne National des Comores
66. Saloua Kammarti, directrice centre de formation – France
67. Mohammed-Kamel Jendoubi, militant des droits humains, ancien ministre, Tunisie
68. Maati Kabbal, responsable des Jeudis de l'IMA
69. Najet Karaborni, militante associative, résidente de l'OAEC/FCEO
70. Hassane Karkar, universitaire, France
71. Saïfallah Khalbachi, militant syndicaliste, France
72. Abderrazak Kitar, militant associatif, France
73. Abdellatif Laabi, écrivain

74. Kamel Labidi, Journaliste, Tunisie
75. Kamel Lahbib, président de l'Observatoire marocain des libertés publiques
76. Annie Lahmer, conseillère régionale IdF EELV, France
77. Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, sénateur
78. Rachid Maalaoui, président du SNAPAP - Algérie
79. Renée Le Mignot, co-présidente du MRAP
80. Ali Lotfi, SG de l'ODT, Maroc
81. Adel Ltifi, historien, Paris
82. Christian Mahieux, Réseau syndical international de solidarité et de luttes), France
83. Gilles Manceron, historien, France
84. Gustave Massiah, économiste, France
85. Abdou Menebhi, président du EMCMO, Pays-Bas
86. Umit Mutin, militant associatif, France
87. Karim Messaoudi, militant associatif, France
88. Najet Mizouni, présidente du Collectif des Femmes Tunisiennes - France
89. Hind Mizouni, présidente du CVDT, Belgique
90. Olivier Mongin, directeur de la Revue Esprit - France
91. Radhia Nasraoui, présidente de l'OCTT – Tunisie
92. Vladimir Nieddu, membre de People's Health Movement
93. Abdelaziz Nouaydi, Maroc
94. Rahman Nouda, ingénieur et écrivain, Maroc
95. Anne Novelli, militante PS - France
96. Paul Oriol, fondateur de la « Lettre de la citoyenneté », France
97. Ramzi Oueslati, militant associatif
98. Driss Oumhand, activiste et défenseur des droits humains
99. Christian Poupin, porte-parole du NPA, France
100. Philippe Poutou, ancien candidat à l'élection présidentielle, France
101. Anne Querrien, revue « Multitudes », France
102. Lilia Rebaï, directrice de Eromed-droit, bureau Tunisie
103. Christiane Réguer, retraitée de l'Education nationale, France
104. Paul Réguer, retraité de l'Education nationale, France
105. Joel Roman, philosophe – France
106. Messaoud Romdhani, président du FTDES, Tunisie
107. Khadija Ryadi, coordinatrice de la COMDH et lauréate du prix de l'ONU des droits de l'Homme
108. Malik Salemkour, président de la LDH – France
109. Rami Salhi, directeur de Euromed-droit Maghreb (REMDH)
110. Said Salhi, vice-président de la LADDH, Algérie
111. Nouredine Senoussi, militant associatif
112. Hassen Slama, universitaire, Italie
113. Jean Claude Soufir, médecin hospitalier, universitaire, Paris
114. Dominique Sopo, président de SOS Racisme, France
115. Frédéric Supiot, neurologue, délégué consulaire EELV à Bruxelles
116. Taoufiq Tahani, universitaire, France
117. Saïd Tbel, membre du bureau central de l'AMDH, membre du bureau national de la FMVJ, Maroc
118. Tarek Toukabri, président de l'ADTF, France
119. Michel Tubiana, avocat, président d'honneur de la LDH, France
120. Taoufik Yakoub, universitaire, Tunisie
121. Abdallah Zaâzaâ, militant associatif, Maroc
122. Abdallah Zniber, ex-président IDD, France

Associations

1. Arci (Associazione Ricreativa Culturale Italiana - Italy)
2. Arts et culture des deux rives (ACDR)
3. Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT)
4. Association Femmes plurielles France
5. Association Sortir du colonialisme
6. Association pour la taxation des transactions financières (ATTAC), France
7. Cédétim-IPAM
8. Développement, Démocratie (IDD), France
9. Ecologie sociale, France
10. Ensemble, (mouvement politique) - France
11. Euro-Mediterraan Centrum Migratie & Ontwikkeling (EMCMO)
12. Euro-Med Droit (REMDH)
13. Ligue des droits de l'Homme (LDH), France
14. Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)
15. Nouveau Parti Anti-Capitaliste (NPA), France
16. ONG Change Human's Life légalement constituée en Côte d'Ivoire.
17. Organisation démocratique du travail (ODT), Maroc
18. Parti communiste français (PCF)
19. Réseau euro-maghrébin Citoyenneté et culture (REMCC)
20. Réseau Euromed France (REF)
21. Solidarité laïque, France
22. Union syndicale Solidaires (SUD), France